

Corrigé exercice 02.05 : Cas Loison

Objectifs du cas Loison : faire le point sur la fiscalité des produits financiers (revenus fixes et revenus variables, de source française et de source étrangère) et bien comprendre la notion de prélèvement forfaitaire unique (PFU), de retenue à la source, de crédit d'impôt, de régime fiscalement favorable, d'imposition progressive optionnelle.

Remarque préalable :

N = année d'encaissement des revenus par M. Loison

N+1 = année d'imposition des revenus au PFU ou à l'IR progressif

Ici, le taux marginal d'imposition (TMI) de M. Loison est de 45%, ce qui signifie que tout nouveau revenu qu'il perçoit est taxé à 45%.

Le taux du prélèvement forfaitaire obligatoire (PFU) s'élève à 12,8 % à la fois pour les dividendes et pour les revenus fixes.

Les prélèvements sociaux s'élèvent à 17,20% à compter du 1/01/2018 et ils sont calculés sur le revenu brut.

M. Loison a encaissé des dividendes, des intérêts d'obligations négociables, des intérêts de bons de caisse et l'intérêt d'une créance non représentée par un titre négociable.

Chaque type de revenu doit donc faire l'objet d'un examen distinct :

Revenus variables :

1. Dividendes en provenance de la SA Coupons Zessions :

- Montant mis en distribution : 60 000 €

La société distributrice aurait dû prélever en année N 12,8 % de PFO et 17,20 % de prélèvements sociaux, soit 18 000 € au total.

Ces 18 000 € se décomposent en un impôt de 7 680 € ($60\,000 \times 12,80\%$) et des prélèvements sociaux de 10 320 € ($60\,000 \times 17,20\%$).

Or Monsieur Loison a reçu 38 100 € de la banque, et il aurait dû percevoir 42 000 €. La société s'est trompée et a prélevé à tort l'ancien PFO en vigueur avant le 1/01/2018, soit 21% + 15,50%, c'est à dire 36,50%.

Un complément sera versé par la société à Monsieur Loison pour régularisation de $42\,000 - 38\,100 = 3\,900$ €. La société devra de son côté faire une réclamation aux services fiscaux pour obtenir restitution du trop versé.

2. Dividendes de diverses sociétés françaises

- Montant net encaissé : 6 800 €

Pour encaisser 6 800 €, le dividende brut s'élève à $6\,800 / 70\% = 9\,714$ €

La société distributrice a prélevé en N 12,8% (PFU) + 17,20 % (Prélèvements sociaux).

3. **Dividendes d'une société espagnole** pour 17 000 €. La société ayant pratiqué une retenue à la source de 15%, le dividende brut s'élève à $17\,000 / 0,85 = 20\,000$ €, et la retenue à la source est de 3 000 €.

Ces dividendes sont imposés en N+1 au choix de Monsieur LOISON soit au PFU, soit au barème progressif de l'IR.

Hypothèse 1 : Monsieur LOISON n'opte pas pour l'imposition progressive :

Pour les distributions françaises : aucun impôt complémentaire n'est dû puisque la société distributrice a déjà payé le PFU pour son compte.

Pour la distribution espagnole : Monsieur LOISON paiera $20\,000 \times 12,8\% = 2\,560$ €, sur lesquels il imputera 3 000 € de crédit d'impôt.

Hypothèse 2 : Monsieur LOISON opte pour l'imposition progressive en N+1 :

$$(60\,000 + 9\,714 + 20\,000) = 89\,714 \times 0.60 = 53\,828 \text{ €}$$

On multiplie par 0.60 compte tenu de l'application de l'abattement proportionnel de 40% ;

Il convient d'imputer sur le RBG N+1 de M. Loison 6,80 % de la CSG de N, soit $(60\,000 + 9\,714) \times 6,80\% = 4\,741$ €

Le RNGI = 49 087 €

L'impôt payé s'élève à $49\,087 \times 45\% = 22\,089$ €, puisque M. Loison est imposé au taux marginal de l'IR, soit 45%.

Explication sur la déduction partielle de la CSG : La CSG de $69\,714 \times 6,80\%$, soit 4 741 € vient en diminution du revenu brut global de M. Loison en N+1, soit une économie d'impôt en N de $4\,741 \times 45\% = 2\,133$ €.

La CSG payée sur les dividendes étrangers en N+1 viendra en déduction du RBG N+2 pour $6,80\% \times 20\,000 = 1\,360$ €

L'hypothèse 1 est plus favorable.

Remarque : le PFU est plus favorable lorsque le contribuable relève au moins de la tranche marginale à 30%.

RAPPEL du principe applicable aux RCM et plus-values mobilières à compter du 1/01/2018 :

Les revenus de capitaux mobiliers (RCM) perçus à compter du 1/01/2018 et les plus-values de cession de valeurs mobilières réalisées à compter de cette même date sont imposés à un **taux forfaitaire unique de 12,8%** auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de **17,2%, soit au total 30%. Il s'agit de ce que l'on appelle couramment la « FLAT TAX ».**

Les contribuables peuvent toutefois opter pour l'imposition **de l'ensemble** de leurs RCM et plus-values au barème progressif de l'impôt sur le revenu (les prélèvements sociaux restent dus au taux de 17,2%).

Lors de leur versement, les produits de placement à revenu fixe et les dividendes et revenus distribués assimilés font l'objet d'un prélèvement forfaitaire **non libératoire**, à titre d'acompte.

A compter du 1/01/2018, son taux est de 12,8% (au lieu de, respectivement, 24% et 21 % avant cette date). Ce prélèvement, effectué lors du versement des revenus, constitue un **crédit d'impôt** qui s'imputera sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable.

Les contribuables dont le revenu fiscal de référence (RFR) de l'avant dernière année précédant celle de la perception des revenus (RFR de l'année 2016 pour les revenus perçus en 2018) n'excède pas certains montants peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement.

Pour les dividendes et revenus assimilés, il s'agit des foyers dont le RFR n'excède pas 50 000 € (personne seule) ou 75 000 € (couple mariés ou pacsés).

Pour les produits de placement à revenu fixe, il s'agit des foyers dont le RFR n'excède pas 25 000 € (personne seule) ou 50 000 € (couple soumis à imposition commune).

La demande de dispense doit être rédigée au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle de la perception des revenus au moyen d'une déclaration sur l'honneur.

Lors de l'imposition de la déclaration des revenus de l'année, les revenus de capitaux mobiliers perçus à compter du 1/01/2018 sont soumis, pour leur montant brut, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8%.

Les contribuables peuvent toutefois, s'ils y ont intérêt, opter, sur leur déclaration de revenus, pour l'imposition de l'ensemble des RCM et plus-values au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

En cas d'option pour l'imposition au barème, les revenus sont retenus pour leur montant net, c'est-à-dire, en principe, après application de l'abattement de 40% sur les dividendes et après déduction des frais et des déficits RCM des années antérieures.

Remarques : précisions lorsque l'établissement payeur est situé à l'étranger.

Le PFU est déclaré sur un imprimé n° 2778-DIV et acquitté au plus tard le 15 du mois suivant le paiement des revenus **par le contribuable lui-même** auprès du service des impôts des entreprises de son domicile.

Toutefois, lorsque l'établissement payeur est établi dans un Etat de l'Union européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein, le PFU est acquitté soit par l'établissement payeur mandaté par le contribuable à la Direction des impôts des non-résidents, soit par le contribuable lui-même auprès du service des impôts dont dépend son domicile. Le versement, qui doit intervenir au plus tard le 15 du mois suivant le paiement des revenus, est accompagné d'une déclaration n° 2778-DIV.

2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS *Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche*

AUTRES

Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR, 2FA déjà soumis aux prélèvements sociaux sans CSG déductible	2CG
Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR, 2TT déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible	2BH
Frais et charges déductibles	2CA
Crédits d'impôt sur valeurs étrangères	2AB
Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire effectué en 2017	2CK

Exemple :

Un contribuable perçoit en 2018 un dividende brut de 1 000 €.

Le montant net perçu s'élève à 700 € compte tenu du PFNL de 128 € (1 000 € × 12,8 %) et des prélèvements sociaux de 172 € (1 000 € × 17,2 %).

En 2019, lors de la déclaration des revenus de 2018, le montant du dividende brut (soit 1 000 €) est porté dans la case « Revenus déjà soumis aux prélèvements sociaux ».

Ce dividende est soumis à l'imposition forfaitaire de 12,8 % (PFU), soit 1 000 € × 12,8 % = 128 €.

Le PFNL est porté dans la case « Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire effectué en 2018 » et s'impute sur l'impôt sur le revenu, d'où une imposition égale à 0.

Application à Monsieur LOISON :

L'impôt de 12,8%, qui est un prélèvement obligatoire non libératoire, s'imputera sur l'impôt dû, de même que le crédit d'impôt sur dividendes espagnols.

Les prélèvements sociaux seront prélevés à la source par les sociétés distributrices françaises au taux global de 17,20 %, soit $69\,714 \times 17,20\% = 11\,991$ €.

Sur les dividendes espagnols, les prélèvements sociaux sont par hypothèse dus par Monsieur Loison pour $20\,000 \times 17,20\% = 3\,440$ € (Nous considérerons que M. Loison n'a pas mandaté la société espagnole pour le paiement des prélèvements sociaux).

Revenus fixes :

4. Intérêts des obligations :

M. Loison a droit aux intérêts d'obligations pour $10 \times 1000 \times 11\% = 1\,100$ €. De ce fait, M. Loison a encaissé 1 100 €, diminués du PFU et des prélèvements sociaux, soit $1\,100 - 330 = 770$ €.

Les intérêts des obligations seront imposés au PFU ou à l'impôt sur le revenu au taux progressif.

L'application du PFU est préférable = $1\,100 \times 12,8\% = 141$ € au lieu de 450 €

Les prélèvements sociaux s'élèvent à $1\,100 \times 17,20\% = 189$ €

5. Intérêts de compte courant :

Les intérêts de compte courant seront également imposés au PFU de préférence à l'imposition au taux progressif de l'IR sur le montant brut, soit $10\,000 \times 12,8\% = 1\,280$ €

Les intérêts ont supporté les prélèvements sociaux, soit 1 720 €.

Le net perçu par M. Loison doit donc s'élever à $10\,000 - 3\,000 = 7\,000$ € et non pas 6 050 € ainsi qu'il est indiqué dans l'énoncé.

6. Jetons de présence

Les jetons de présence supporteront le PFU, soit $25\,000 / 0,70 = 35\,714 \times 12,8\% = 4\,571$ €.

Le fait que la SA Zebulon n'ait pu déduire fiscalement que 20 000 € n'a aucune incidence particulière pour le bénéficiaire.

Les prélèvements sociaux s'élèvent à $35\,714 \times 17,20\% = 6\,143$ €.

7. Intérêts d'un prêt.

Les intérêts de ce prêt sont imposés au PFU de 30%.

Si M. Loison a reçu 5 000 €, le brut imposable est de $5\,000 / 70\% = 7\,143$ €

Le PFU s'élève à $7\,143 \times 12,8\% = 914$ €

Les prélèvements sociaux s'élèvent à $7\,143 \times 17,20\% = 1\,229$ €

8. Livret A

Les intérêts du livret A de caisse d'épargne sont exonérés d'impôt. Ils sont l'un des rares produits de placement à bénéficier également d'une exonération de prélèvements sociaux.

9. Location de coffre

Les frais de location de coffre sont déductibles pour 1 000 € mais pas l'abonnement à une revue financière pour 350 €.

10. Droits de garde des titres

Ce sont des frais déductibles de la base imposable à l'IR, même si les titres sont dématérialisés et ne sont plus « physiquement » gardés depuis longtemps.